

FONDATION ENTREPRENEURS DE LA CITÉ

Fondation Reconnue d'Utilité Publique

31 place Jules Grandclément

69100 VILLEURBANNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

In Extenso Auvergne Rhône Alpes

24 chemin des Verrières BP 33 69751 Charbonnières Cedex

Tél : +33 (0) 4 78 34 19 54 lyon.charbonnieres@inextenso.fr www.inextenso.fr

Siège social : 53 avenue Albert Einstein - 69100 Villeurbanne - Tél. : +33 (0) 4 72 60 30 30

SAS d'Expertise Comptable au capital de 9 243 150 € - 434 713 871 RCS Lyon - APE 6920 Z – TVA FR 02 434 713 871

Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la région de Lyon et à la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Lyon

FONDATION ENTREPRENEURS DE LA CITÉ

Fondation Reconnue d'Utilité Publique
31 place Jules Grandclément
69100 VILLEURBANNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de la fondation ENTREPRENEURS DE LA CITÉ

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation ENTREPRENEURS DE LA CITÉ relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne le maintien de la valorisation de la dotation non consommable de la fondation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Charbonnières,
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUVERGNE RHONE ALPES

Laurent SIMO

Signé par Laurent Simo
Le 04/06/2025

ID: tx_JDx6JYPZqkqe

In Extenso
signature électronique

Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

**COMPTES ANNUELS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	8 671	8 671		
Immobilisations corporelles				
<i>Terrains</i>	111 850		111 850	111 850
<i>Constructions</i>	487 186	20 391	466 795	485 570
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	68 682	23 886	44 796	49 001
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	300 000		300 000	300 000
Total I	976 389	52 948	923 441	946 420
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Autres créances</i>	123 878		123 878	114 317
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	4 820 465	171 400	4 649 065	4 736 746
<i>Disponibilités</i>	1 146 857		1 146 857	914 891
<i>Charges constatés d'avance</i>	1 194		1 194	2 005
Total II	6 092 395	171 400	5 920 995	5 767 959
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 068 784	224 348	6 844 436	6 714 379

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Dotations non consommables</i>	5 950 000	5 950 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	567 217	560 533
Excédent ou déficit de l'exercice	86 632	6 684
Situation nette (sous-total)	6 603 849	6 517 217
Total I	6 603 849	6 517 217
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	8 307	
Total III	8 307	
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 280	19 589
Dettes fiscales et sociales	42 794	35 338
Autres dettes	170 205	22 235
Produits constatés d'avance		120 000
Total IV	232 279	197 162
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 844 436	6 714 379

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	11 882	16 426
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	11 882	16 426
Produits de tiers financeurs	578 732	445 734
Concours publics et subventions d'exploitation	38 800	48 800
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public	247 500	252 840
Contributions financières	292 432	144 094
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	9 573	9 042
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	253	171
Total I	600 439	471 373
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	93 702	85 489
Aides financières	272 570	248 692
Impôts, taxes et versements assimilés	6 486	2 651
Salaires et traitements	136 520	140 708
Charges sociales	60 059	59 933
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	24 882	15 790
Dotations aux provisions	8 307	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	146	65
Total II	602 672	553 328
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-2 232	-81 955
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	134 676	143 355
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	134 676	143 355
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		141 400
Intérêts et charges assimilées	45 812	
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV	45 812	141 400
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	88 864	1 955
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	86 632	-80 001
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		1 792
Sur opérations en capital		370 668
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
Total V		372 460

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		285 775
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI		285 775
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		86 685
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	735 115	987 187
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	648 483	980 503
EXCEDENT OU DEFICIT	86 632	6 684
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	48 200	38 810
Bénévolat	8 400	
TOTAL	56 600	38 810
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature	48 200	38 810
Personnel bénévole	8 400	
TOTAL	56 600	38 810

Désignation de l'association : FONDATION ENTREPRENEURS DE LA CITE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 6 844 436 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 86 632 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'activité

Fondation Entrepreneurs de la Cité est une structure à but non lucratif reconnue d'utilité publique par le Conseil d'Etat suite au décret du 19 décembre 2008. Son but est de favoriser l'emploi et de lutter contre la précarité des entrepreneurs en création en trouvant des solutions de micro-assurance à tarif solidaire et en accompagnant les micro-entreprises dans la gestion de leurs risques.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31.12.2024 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les frais accessoires (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- * Terrain : non amortissable,
- * Site internet : 3 ans, Linéaire
- * Immeuble : 15 à 30 ans (approche par composant), Linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements : 15 ans, Linéaire
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans, Linéaire

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Au 31.12.2024, les valeurs mobilières de placement sont dépréciées à hauteur de 171 400 Euros (Obligations Rallye).

La valeur des contrats de capitalisation au 31.12.2024 est ajustée par un compte de produits financiers (768000 - gain de valeur) ou de charges financières (668000 - perte de valeur).

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 9 031 Euros, décomposé de la manière suivante :

- honoraires TTC inscrits au compte de résultat au titre du contrôle légal des comptes : 9 031 Euros,
- honoraires TTC au titre des conseils et prestations de services entrant dans les services autres que la certification des comptes, tels qu'ils sont définis par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L822-11 : 0 Euros

Indemnités de départ à la retraite

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31.12.2024 et s'élèvent à 8 307 Euros.

Ces indemnités ont fait l'objet d'une comptabilisation pour la première fois sur exercice clos au 31.12.2024. Pour les exercices précédents, elles étaient mentionnées en engagements hors bilan. Par dérogation, le montant des indemnités de départ à la retraite a été constaté totalement au compte de résultat sur cet exercice (8 307 Euros).

Les indemnités de départ à la retraite sont déterminées à partir des hypothèses suivantes :

- Méthode de calcul choisie : rétrospective (méthode des unités de crédit projetées),
- Table de mortalité : table INSEE 2024,
- Taux d'actualisation : 3.35 %
- Taux de revalorisation des salaires : 1%,
- Convention collective : aucune,
- Age conventionnel de départ à la retraite: 64 ans,
- Conditions de départ : à l'initiative du salarié,
- Taux moyen de charges sociales : 45 %

Informations complémentaires

* Faits marquants de l'exercice clos au 31.12.2024 :

Néant

* Subvention d'équilibre :

La Fondation a versé une subvention d'équilibre de 270 370 Euros à l'Association des Assurés Entrepreneurs de la Cité au titre de l'exercice 2024. Cette subvention est déterminée en fonction de l'ensemble des charges d'exploitation, financières et exceptionnelles engagées par l'Association des Assurés Entrepreneurs de la Cité.

* Effectif :

L'effectif présent au 31.12.2024 est de 4 personnes dont 1 personne avec le statut "cadre dirigeant", 1 personne avec le statut "cadre", 1 personne avec le statut "employé" et 1 personne en apprentissage.

*** Reconnaissance d'utilité publique :**

Par décret en date du 19 décembre 2008, la Fondation dite "Fondation entrepreneurs de la Cité" a été reconnue comme établissement d'utilité publique.

*** Rémunération des cadres dirigeants :**

Le montant des rémunérations pour l'exercice 2024 des trois plus hauts cadres dirigeants de la Fondation Entrepreneur de la Cité, composé uniquement de membres bénévoles du Conseil d'Administration, est de 0 Euros.

*** Événement significatifs intervenus postérieurement à la clôture de l'exercice :**

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 671			8 671
Immobilisations incorporelles	8 671			8 671
- Terrains	111 850			111 850
- Constructions sur sol propre	487 186			487 186
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	44 975	930		45 905
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 804	973		22 777
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	665 816	1 903		667 718
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	300 000			300 000
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	300 000			300 000
ACTIF IMMOBILISE	974 487	1 903		976 389

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 671			8 671
Immobilisations incorporelles	8 671			8 671
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	1 617	18 775		20 391
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	258	3 043		3 301
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	17 520	3 064		20 585
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	19 395	24 882		44 277
ACTIF IMMOBILISE	28 066	24 882		52 948

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 125 073 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	123 878	123 878	
Charges constatées d'avance	1 194	1 194	
Total	125 073	125 073	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Etat - produits à recevoir	500
Divers - produits à recevoir	29 751
Banque - Intérêts courus à recevoir	118 564
Total	148 815

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	5 950 000				5 950 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	560 533		6 684		567 217
Excédent ou déficit de l'exercice	6 684	-6 684	86 632		86 632
Situation nette	6 517 217	-6 684	93 316		6 603 849
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	6 517 217	-6 684	93 316		6 603 849

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires		8 307			8 307
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total		8 307			8 307
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		8 307			
Financières					
Exceptionnelles					

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 232 279 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 280	19 280		
Dettes fiscales et sociales	42 794	42 794		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	170 205	170 205		
Produits constatés d'avance				
Total	232 279	232 279		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	7 987
Dettes provis. pr congés à payer	9 659
Personnel - autres charges à payer	7 417
Charges sociales s/congés à payer	5 463
Charges sociales - charges à payer	2 919
Total	33 445

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d avance	1 194		
Total	1 194		

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			38 800			38 800
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						38 800

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	8 400	
Prestations en nature	48 200	38 810
Dons en nature		
Total	56 600	38 810
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations	48 200	38 810
Personnel bénévole	8 400	
Total	56 600	38 810